

L'enquête « Les investissements formation portés les entreprises adhérentes des syndicats membres de Syntec »

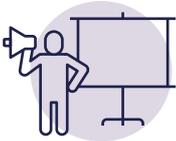
La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a rebattu les cartes en matière de financement de la formation. Mais comment ? Et dans la mesure où la nouvelle mandature pourrait s'accompagner d'une nouvelle réforme, quels retours d'expérience en faisons-nous dans nos secteurs et quelles évolutions seraient souhaitables.

La crise sanitaire a par ailleurs mis au-devant de la scène la question de la gestion des compétences dans les entreprises (accélération de certaines tendances, évolutions des pratiques entre distanciel, hybride, AFEST...). C'est tout particulièrement vrai pour les adhérents des syndicats membres de Syntec qui requièrent une actualisation régulière des expertises qu'ils proposent à leurs clients pour rester compétitifs

C'est dans ce contexte que la Fédération Syntec a demandé à BVA et OLECIO de réaliser une enquête auprès de ses entreprises adhérentes de ses syndicats – avec pour finalité notamment d'objectiver la réalité des investissements formation de ces entreprises.

CHIFFRES-CLÉS

36%



C'est la part des salariés de nos entreprises ayant bénéficié d'une formation en 2021

En moyenne, 3% de la masse salariale des entreprises* sont investis dans la formation**

* Hors Organismes de formation

** Hors Formations informelles,

Alternance et Co-financements (CPF...)



45%

Salaires des personnes formées



35%

Achats de formation externe



15%

Salaires des formateurs internes



5%

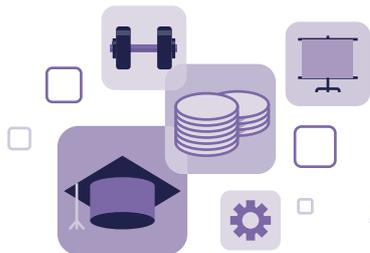
Frais annexes

Pour 2 entreprises sur 3 (66%) l'efficacité au poste de travail des salariés est un des principaux bénéfices de la formation



INVESTISSEMENTS FORMATION :

Selon leur taille, les entreprises adhérentes investissent de 4 à 5 fois plus que le taux de contribution légal pour la formation professionnelle



Taux de contribution légal

Investissements déclarés*

Moins 11 salariés**

0,55% de la masse salariale

2,6% de la masse salariale

11 salariés et plus***

0,8% de la masse salariale

3,1% de la masse salariale

* Enquête BVA-OLECIO pour la Fédération Syntec, Juillet 2022, tenant compte des achats de formation externe, de la masse salariale des formateurs internes, de la masse salariale des formés et des frais annexes (hors formations « informelles », alternance et co-financements)

** Hors Apprentissage

*** Hors Apprentissage et hors CPF

FINANCEMENTS DE LA FORMATION



sont les principaux dispositifs de formation mobilisés par les entreprises

22% de nos entreprises déclarent verser une contribution volontaire à leur OPCO

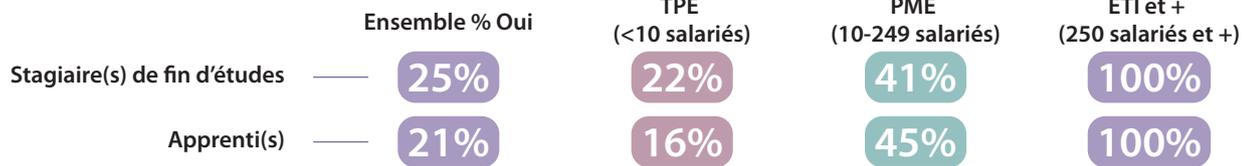
FORMATIONS « INFORMELLES »

Ces mêmes entreprises ont des pratiques très soutenues en matière de formations dites « informelles » :



STAGE DE FIN D'ETUDES ET APPRENTISSAGE :

Un quart de nos entreprises a été amené à recruter au moins un stagiaire de fin d'études en 2021 (en moyenne 4 par entreprise) et 21% un apprenti (en moyenne 3). Des taux pouvant varier du simple au quadruple selon la taille de l'entreprise.



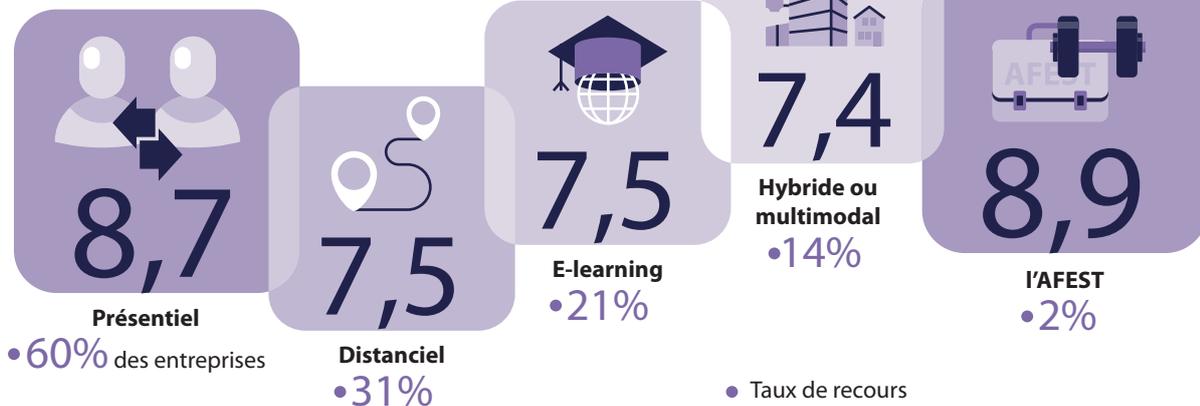
MODALITES DE FORMATION

Le présentiel reste la modalité de formation la plus utilisée par les entreprises, notamment parce qu'elle est jugée comme la plus efficace

Pour l'avenir, le présentiel est également la modalité de formation qui devrait le plus se développer (selon 39% des entreprises) devant l'hybride ou le multimodal (28%)

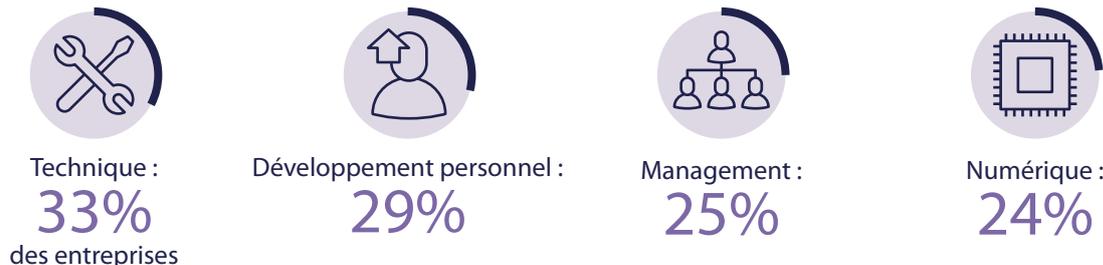
Evaluation de l'efficacité des différentes modalités de formation

Note moyenne /10



BESOINS ET ATTENTES :

Comme prioritaires pour demain



METHODOLOGIE D'ENQUETE :

Enquête BVA-OLECIO réalisée en mix-méthodologie (Internet via les Syndicats employeurs puis relances téléphoniques) du 2 juin au 11 juillet 2022 auprès d'un échantillon de 309 entreprises adhérentes des syndicats membres de Syntec.

L'échantillon de répondants a été raisonné de manière à disposer de bases statistiques suffisantes par taille d'entreprise et secteur d'activité notamment. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas sur les variables de taille et de secteur d'activité.